

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MARDI 18 JANVIER 2011

DINSDAG 18 JANUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 20 sous la présidence de M. Peter Logghe.

01 Question de M. Bruno Tobback au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le maintien en activité de charbonnages déficitaires" (n° 1390)

01.01 **Bruno Tobback** (sp.a): Le Conseil européen du 10 décembre 2010 s'est penché entre autres sur la discussion entre le Parlement européen et la Commission européenne concernant la modification de la régulation de l'aide d'État aux charbonnages déficitaires. Outre le coût, de nombreux désavantages sont liés à l'aide permanente octroyée en Europe aux combustibles tels que le charbon. Il s'agit de moyens pour un secteur qui, en tout état de cause, est condamné à disparaître et qui génère à court terme d'importants coûts environnementaux.

Quelle est la position de la Belgique en la matière? Quelles ont été les conclusions du Conseil?

01.02 **Vincent Van Quickenborne**, ministre (*en néerlandais*): Le Conseil européen de la Concurrence en question était présidé par le ministre wallon Marcourt. La présidence belge de l'UE soutient la proposition de la Commission européenne visant à fermer ces charbonnages d'ici à 2014. Au cours de ce débat, la Belgique n'a pas adopté un point de vue national.

En décembre, un consensus s'est dégagé entre les États membres, à l'échelon des représentants permanents adjoints, c'est-à-dire au niveau du COREPER 1, sur la fermeture définitive des charbonnages déficitaires d'ici à décembre 2018, sur une dégressivité obligatoire des subsides accordés pour la fermeture des charbonnages de 25 % en 2013, de 50 % en 2015 et de 75 % en 2017 par rapport aux subsides accordés en 2011, sur l'introduction obligatoire d'un plan d'action destiné à atténuer l'incidence environnementale des charbonnages qui bénéficient de subsides dans le cadre de leur fermeture – il s'agit là d'une condition absolue pour l'octroi de subsides – et sur l'effet de la décision prise à compter du 1^{er} janvier 2011.

La Commission européenne a ensuite communiqué officiellement sa position au Conseil européen au mois de décembre. Le Conseil UE du 10 décembre a entériné l'accord conclu. Un accord ayant été conclu, il n'est pas prévu de poursuivre la discussion.

L'incident est clos.

02 Question de M. Peter Luykx au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la procédure de recours de l'autorité de concurrence belge" (n° 1711)

02.01 Peter Luykx (N-VA): Aucune disposition du droit de la concurrence ne prévoit la possibilité, pour l'autorité de concurrence belge, d'intervenir en tant que partie lorsqu'une de ses décisions est attaquée en appel. Selon la Cour européenne de Justice, cette situation est contraire à l'article 35 du règlement européen 1/2003.

Comment réparer cette lacune? Quelle incidence cette évolution aura-t-elle sur la charge de travail de l'autorité de concurrence? Des moyens supplémentaires seront-ils nécessaires à cet effet?

02.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): La loi doit être adaptée. L'autorité de concurrence belge doit avoir la possibilité de défendre ses décisions devant une cour d'appel.

L'autorité de concurrence belge se compose d'une part du Conseil de la concurrence, englobant la juridiction et l'auditorat, et d'autre part, de la direction générale de la Concurrence au sein du SPF Économie. Le législateur devra désigner l'organe le plus indiqué pour assumer cette compétence. La juridiction ne me paraît pas réellement adaptée à cette tâche puisque dans ce cas, une juridiction devrait intervenir auprès d'une autre. Cependant, la désignation de l'auditorat à cet effet pourrait également poser quelques problèmes étant donné qu'il arrive qu'une décision prise par le Conseil s'écarte des conclusions de l'auditorat.

Il en résultera effectivement une augmentation de la charge de travail. C'est pourquoi il s'indique de poursuivre l'extension de l'autorité de concurrence. Bien que le nombre de fonctionnaires au sein de mes services ait diminué en moyenne de 10 % au cours des trois dernières années, j'ai renforcé délibérément l'autorité de concurrence en raison de la grande importance qu'elle revêt. Vu la situation politique actuelle, il n'est toutefois pas évident d'élaborer une loi ou de dégager des moyens supplémentaires.

02.03 Peter Luykx (N-VA): L'auditorat me semble constituer le meilleur choix pour remplir ce rôle. Je remettrai sur la table la proposition de loi que j'ai déposée à ce sujet sous la précédente législature.

L'incident est clos.

03 Question de M. Peter Luykx au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'interdiction de circulation pour les poids lourds dans le sud de la Belgique" (n°s 1735 et 1800)

03.01 Peter Luykx (N-VA): Le 16 décembre 2010 à 14 h 30, le ministre wallon des Travaux publics a instauré – eu égard aux conditions météorologiques défavorables – une interdiction de circuler pour les camions en provinces de Namur, Luxembourg et Liège, et ce jusqu'au 17 décembre à 9 h 30.

Pourquoi cette interdiction a-t-elle été imposée dans les trois provinces? N'était-il pas envisageable de maintenir ouverts certains couloirs de transport? Quelles actions la Région wallonne envisage-t-elle pour éviter dorénavant l'instauration d'une interdiction globale de circulation? Quel a été le coût économique de cette interdiction de circulation?

03.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Entre le 16 décembre à 14 h 30 et le 17 décembre à 9 h 30 ainsi que les 19, 20, 23 et 24 décembre, une interdiction de circuler est effectivement entrée en vigueur en Wallonie pour les camions de plus de 7,5 tonnes. On peut examiner les répercussions économiques de cette interdiction sur la vie économique considérée globalement – c'est-à-dire sur le PIB – ou sur le secteur des transports en particulier.

Le Bureau fédéral du Plan n'a pas calculé l'incidence sur le PIB car elle est limitée. Certes, l'interdiction de circuler concernée a induit un affaissement passager des exportations et des importations mais cet affaissement a été compensé au cours des jours qui ont suivi. L'interruption du transport de transit n'a eu qu'une incidence économique limitée voire nulle. Quant à la production intérieure, elle n'a été perturbée que

temporairement et dans une mesure restreinte.

Les répercussions sur le secteur des transports sont en revanche tout à fait directes. Ce secteur n'ayant pu prévoir l'interdiction de circuler décrétée par les autorités wallonnes, il n'a effectivement pas été en mesure de s'organiser autrement. C'est la raison pour laquelle ce secteur a subi un manque à gagner alors qu'il a dû continuer de payer certaines dépenses telles que la rémunération des chauffeurs. Les transports ayant dû néanmoins être effectués, les chauffeurs ont été contraints de faire des heures supplémentaires. Autre conséquence d'une telle situation: des denrées périssables ont même été perdues. Le Bureau fédéral du Plan n'a pas calculé cela en détail non plus mais si l'on en croit la Fédération des Transporteurs belges, le coût de cette interdiction de circuler imposée aux camions s'est élevé à près de 100 millions d'euros, coût imputable au fait que la moitié des 60 000 camions qui circulent dans notre pays a été immobilisée pendant les 60 heures qu'a duré cette interdiction. Je rappelle qu'une heure de transport en camion coûte 55,5 euros.

L'interdiction de conduire a été imposée pour éviter des problèmes et des accidents. Nous devons dès lors tenir compte du coût économique, mais aussi des conséquences éventuelles d'une situation où nous n'aurions pris aucune mesure, à savoir des embouteillages causés par des accidents.

La concertation avec le ministre wallon compétent relève du secrétaire d'État fédéral à la Mobilité.

03.03 Peter Luykx (N-VA): Certaines entreprises de transport estiment que la décision a été prise trop rapidement et dans la précipitation.

L'incident est clos.

Président: Peter Luykx.

04 Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les démarcheurs publicitaires" (n° 1625)

04.01 Peter Logghe (VB): Ces dernières années, quantité d'entreprises flamandes sont "assaillies" de factures et de clauses de pénalité par des faux démarcheurs publicitaires.

Comment l'autorité publique peut-elle aider les entreprises dupées? Celles-ci doivent-elles payer les factures de fausses entreprises? Pareils contrats ne sont-ils pas sans objet, en réalité? Le SPF Économie pourrait-il adresser un communiqué sur le sujet aux entreprises dupées? Une concertation pourrait-elle être organisée avec les ministres des pays d'origine des faux démarcheurs publicitaires? Combien de plaintes ont déjà été déposées entre-temps? Combien d'entreprises ont déjà réagi aux menaces relatives à des paiements? Peut-on chiffrer le dommage économique en Belgique?

04.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): Mes services interviennent avec circonspection dans ce dossier, par le biais de très nombreuses campagnes de prévention et la publication d'une liste de démarcheurs publicitaires malhonnêtes. Nous dressons aussi des procès-verbaux, mais la décision finale appartient aux parquets et aux tribunaux.

Les entreprises peuvent se constituer partie civile. Nous ne disposons pas d'autres moyens mais une bonne coordination entre le SPF Inspection économique et le SPF Justice est nécessaire.

Le SPF Économie appelle systématiquement à ne pas payer les factures. Il est peu fréquent semble-t-il que les démarcheurs publicitaires procèdent à une citation. Étant donné qu'il s'agit souvent de sociétés fantômes, il serait question en l'occurrence de chantage et il n'est pas judicieux de réagir à ces pratiques.

Le Parlement européen a adopté le 16 décembre 2008 une résolution – de nature non légale – relative aux entreprises qui proposent des services qui concernent des banques de données trompeuses et la Commission européenne a adopté un dossier de suivi sur cette résolution le 4 mars 2009. Ce thème est fréquemment abordé dans le cadre de la coopération entre les services de l'Inspection économique des États membres et il fait l'objet d'analyses approfondies et d'échanges d'information.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, 1 202 plaintes à ce sujet ont été introduites auprès du SPF Économie et, dans la

plupart des cas, les factures n'avaient pas été payées. Dans certains cas, le paiement a été effectué par mégarde ou à la suite d'une erreur comptable. Compte tenu de la réticence à porter plainte, nous ne sommes pas en mesure de fournir un aperçu exhaustif des préjudices.

04.03 Peter Logghe (VB): Le ministre appelle pratiquement à adopter un comportement incivique en déclarant qu'il ne faudrait en fait pas payer les contrats en question. Mais il s'agit de sociétés fictives et je me félicite du conseil de ne surtout pas donner suite à ce type de menaces qui figure sur le site internet.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Veerle Wouters au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'entreposage de matériel pyrotechnique confisqué" (n° 1827)

05.01 Veerle Wouters (N-VA): L'entreposage de matériel pyrotechnique confisqué est autorisé dans un certain nombre de dépôts seulement. Juste avant Noël, le SPF Intérieur aurait envoyé une circulaire indiquant que cet entreposage était autorisé auprès de la FN Herstal (section Zutendaal) ou d'Alpeco Fireworks à Sugny.

Combien de contrôles ont été effectués en 2010 en matière d'utilisation et d'entreposage de matériel pyrotechnique et quelles sont les infractions les plus fréquentes? Combien de matériel pyrotechnique a été confisqué en 2010? La capacité d'entreposage est-elle suffisante dès lors que deux sites seulement sont énumérés dans la circulaire? La capacité d'entreposage à Zutendaal suffit-elle pour conserver en toute sécurité du matériel pyrotechnique supplémentaire?

Le bourgmestre de Zutendaal entend interdire cet entreposage, entre autres parce que la destruction du matériel confisqué pourrait prendre beaucoup de temps encore. Qu'en serait-il si la méthode de stockage à Zutendaal s'avérait illicite?

L'an passé, le matériel pyrotechnique excédentaire n'a pas pu être correctement entreposé à Zutendaal et est resté stocké dans des conteneurs sur le parking. Quelles sanctions peuvent être prises contre l'entreprise en question?

05.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): En 2010, 400 contrôles ont été réalisés par le SPF Économie concernant le stockage et la nature du matériel pyrotechnique. Le contrôle de l'utilisation du matériel pyrotechnique est une compétence relevant de la commune et réglée par le règlement de police.

Les infractions les plus fréquentes sont le stockage de matériel pyrotechnique sans autorisation ou en grandes quantités ou non conforme à l'autorisation délivrée. En 2010, 15 tonnes de matériel brut ont été saisies. La capacité actuelle de stockage de matériel pyrotechnique est suffisante. Dans le dépôt autorisé de Sugny, la capacité disponible permet de stocker de 6 000 à 8 000 tonnes brutes.

Il est exact que le dépôt autorisé de Zutendaal était totalement occupé fin 2010 et il ne sera donc plus procédé à aucun stockage à Zutendaal. Le service compétent du SPF Économie a eu des contacts à ce sujet avec l'exploitant de l'établissement, qui était lui-même en contact avec la commune. Le SPF a également informé le Centre de crise du département de l'Intérieur.

La destruction de matériel pyrotechnique saisi est proportionnelle à l'apport de matériel pyrotechnique saisi. La destruction n'a pas lieu en Belgique parce qu'aucune installation de destruction autorisée n'est disponible. Le SPF Justice est responsable des biens saisis et donne l'ordre de destruction. En collaboration avec la Justice, une procédure de destruction réglementaire à l'étranger a été rédigée. Début 2010, 300 tonnes ont été détruites, soit autant que les saisies des dix dernières années.

Les sanctions infligées en cas de recours à des méthodes de stockage de matériel pyrotechnique non autorisées figurent dans la législation sur les explosifs. Il s'agit de la saisie et de la confiscation des marchandises, éventuellement associées à des amendes et à des peines de prison complémentaires, et éventuellement aussi au retrait du permis délivré.

05.03 Veerle Wouters (N-VA): La commune de Zutendaal avait déjà fait savoir au gouverneur qu'il ne restait pas suffisamment de capacité de stockage. J'espère qu'à l'avenir, la disponibilité de la capacité de stockage sera vérifiée avant l'envoi d'une circulaire.

L'incident est clos.

Président: Peter Logghe.

06 Questions jointes de

- **M. Peter Luykx** au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la vente du pavillon belge" (n° 1579)
- **Mme Liesbeth Van der Auwera** au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le réinvestissement des bénéfices réalisés par le pavillon belge à l'Exposition universelle de Shanghai dans le rayonnement international de notre pays" (n° 1771)
- **M. Hagen Goyvaerts** au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "le produit de la vente du pavillon belge à Shanghai" (n° 1397)

06.01 Peter Luykx (N-VA): Le pavillon belge de la récente Exposition universelle de Shanghai peut en définitive être vendu. La partie technologique a été transférée au musée des sciences Mundaneum. Le pavillon lui-même sera reconstruit à Qingdao. Début novembre, le montant des recettes de la vente, ni leur affectation, n'étaient encore connus avec précision.

Le ministre a fait savoir précédemment que les recettes seraient versées au fonds des expositions internationales. Le commissaire du gouvernement, M. Leo Delcroix, avait ensuite indiqué qu'il préférerait que l'argent soit utilisé pour la promotion de la Belgique et des Régions, appuyé en cela par le premier ministre.

M. Delcroix est-il entre-temps en possession d'un contrat signé auquel le gouvernement chinois ne peut plus s'opposer? Quelles seront les recettes de la vente de l'infrastructure du pavillon? Quel montant le musée des sciences Mundaneum a-t-il versé pour la reprise de la partie technologique du pavillon?

Une concertation portant sur l'utilisation des bénéfices a-t-elle déjà eu lieu? Les Régions seront-elles consultées à ce sujet?

06.02 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Le premier ministre a suggéré de réinvestir la recette de la vente du pavillon belge dans le rayonnement international de notre pays, notamment en attirant chez nous des événements internationaux.

À combien s'élèvent les bénéfices tirés de la vente de produits belges pendant l'Exposition? Combien le Mundaneum débourse-t-il aux fins de l'exposition de technologies? Combien la vente du pavillon a-t-elle rapporté? Une concertation relative à la mise en œuvre de la proposition du premier ministre s'est-elle déjà tenue au sein du gouvernement? Comment la collaboration avec les régions pourrait-elle se dérouler dans ce cadre?

06.03 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): La participation de la Belgique à l'Exposition universelle de Shanghai a récolté un grand succès. Le décompte financier définitif de cette participation devrait être disponible au mois de mai. Aujourd'hui, tous les coûts n'ont pas encore été calculés avec précision. Sur la base des informations dont nous disposons déjà, le commissariat général près l'Exposition universelle escompte une recette totale pour l'État fédéral d'environ 5,5 millions d'euros dont 3 millions d'euros de bénéfices d'exploitation et 2,5 millions de bénéfices provenant de la vente du pavillon. Nos partenaires privés ont également réalisé un très beau chiffre d'affaires et, par la même occasion, ils ont fait connaître leurs produits sur un marché chinois en forte croissance.

Le solde positif de la participation belge est intégralement versé au Fonds pour l'organisation des expositions internationales dépendant du SPF Économie.

Le protocole de coopération entre l'État fédéral et les Régions prévoit que la coordination générale est

assurée par le commissariat général du gouvernement belge auprès de l'Exposition internationale. Ce protocole fixe également les contributions dues par le fédéral, les Communautés et les Régions.

Le Fonds est un fonds budgétaire destiné à gérer les recettes. Les moyens financiers de ce fonds ne peuvent être utilisés que pour couvrir des dépenses et des coûts divers découlant de la participation de notre pays aux expositions internationales. Le solde positif de la participation reste dès lors disponible à cet effet.

Le pavillon belge a pu être vendu au groupe immobilier chinois ChinaWay Group. Le contrat est signé et l'acheteur s'est dûment acquitté de ses obligations. Les autorités chinoises ne peuvent s'opposer à la transaction étant donné qu'il s'agit d'une entreprise privée pouvant agir en toute autonomie.

L'Office de promotion du tourisme Wallonie-Bruxelles a pris l'initiative de redonner vie à certains éléments de haute technologie exposés au pavillon belge en créant l'exposition Shanghai2010@Mundaneum.Mons. L'ensemble fait partie de la campagne de Mons en tant que capitale culturelle 2015 et est également lié à la candidature de la ville de Liège pour l'organisation d'une exposition internationale en 2017.

Aucune contribution financière n'a été demandée pour la réutilisation des technologies du pavillon belge.

06.04 Peter Luykx (N-VA): Les frais sont-ils déjà compris dans l'estimation?

06.05 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): Bien entendu. Une fois que les frais seront connus avec précision, le montant final sera de cet ordre-là.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'introduction du chèque-repas électronique" (n° 1748)

07.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Le chèque-repas électronique a été introduit le 1^{er} janvier 2011. Bien que l'arrêté royal en la matière dispose que le prix de la version électronique ne peut être supérieur à celui de la version papier, les organisations professionnelles craignent que les frais à charge de l'employeur et des commerçants n'augmentent de manière significative.

De quelle manière le respect de ce prescrit sera-t-il contrôlé par les services du ministre? Ne serait-il pas préférable de raccourcir la période de transition pour éviter des coûts supplémentaires? Le ministre peut-il garantir que le paiement rapide obligatoire n'entraînera pas de frais supplémentaires pour les commerçants? Peut-il, le cas échéant, laisser le choix du moment de paiement aux commerçants eux-mêmes? Les paiements avec les chèques-repas électroniques peuvent-ils être effectués par le biais des terminaux de paiement existants? Qu'en est-il des milliers de commerçants ne disposant pas d'un terminal de paiement? Le développement d'un terminal simple et bon marché destiné aux paiements avec des chèques-repas est-il envisageable?

07.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): Les coûts directs et indirects seront calculés à l'aide du modèle des coûts standard utilisé au niveau européen. Des informations supplémentaires à ce sujet sont disponibles sur le site internet de l'Agence pour la Simplification administrative.

Le calcul des coûts d'un chèque-repas doit comporter les postes suivants: le contrôle de l'achat d'alimentation; le contrôle de la validité du chèque-repas, de la date de péremption et de la valeur; la conversion du ticket de caisse d'euro en chèque-repas; la différence entre le paiement en chèque-repas et le solde de la facture; le regroupement des chèques-repas par client et l'enregistrement du montant; la clôture de la caisse; le tri par éditeur et par valeur faciale; la perte d'intérêts; les paiements à quinze jours; le contrôle des virements; le coût de l'envoi recommandé; l'envoi à l'éditeur par lettre recommandée, la perte ou le vol du chèque-repas; la location du terminal; les frais d'abonnement ou de transaction; le temps de facturation.

Le système électronique sera évalué trois ans après sa mise en service. La période de transition a été instaurée à la demande des partenaires sociaux. Je suis tout à fait disposé à répondre à la demande de

réduire cette période, moyennant leur accord.

Le délai de remboursement plus court a été inscrit dans la réglementation à la demande des commerçants eux-mêmes, et ce par l'intermédiaire de leurs organes représentatifs.

Le nouveau système ne pourra en aucun cas générer des frais supplémentaires par rapport aux chèques-repas papier. L'émetteur des chèques-repas électroniques doit utiliser les terminaux existants, de sorte qu'il ne faudra généralement pas d'équipement spécifique. Pour les commerçants ne disposant pas encore d'un terminal, il sera fait usage d'un autre système simple moins onéreux que les appareils chers, comme le paiement par gsm.

07.03 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Le ministre tient-il suffisamment compte des intérêts des petits indépendants? À mon avis, ceux qui disposent d'un terminal sont moins nombreux qu'il ne le pense. En outre, les solutions basées sur le gsm ne sont pas faciles à mettre en œuvre. Je crois que les indépendants devront faire face à des frais supplémentaires et je pense qu'il convient de réduire le délai d'évaluation de trois ans.

L'incident est clos.

08 **Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la violation de la loi sur les soldes par la chaîne de magasins ZEB" (n° 1749)**

08.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): La chaîne de magasins ZEB viole la loi sur les soldes et en particulier ses dispositions relatives à la période d'attente pour la troisième fois consécutive. Je rappelle que la finalité de la période d'attente est d'empêcher que les grandes chaînes de magasins n'absorbent totalement le pouvoir d'achat des consommateurs avant le début des soldes, étant entendu que pour les boutiques de vêtements de taille plus modeste, les ventes pendant les soldes représentent une partie importante de leur chiffre d'affaires annuel. Aussi l'arrogance dont fait preuve ZEB provoque-t-elle légitimement leur mécontentement.

Le ministre compte-t-il intervenir? Qu'envisage-t-il de faire si d'autres chaînes de magasins offrent à l'avenir des réductions de prix pendant la période d'attente?

08.02 **Vincent Van Quickenborne**, ministre (*en néerlandais*): La transposition de la directive européenne relative aux pratiques du commerce déloyales a déjà fait couler beaucoup d'encre, également avant l'adoption de la loi du 6 avril 2010. La position du gouvernement belge, qui a été communiquée à la Commission européenne, est claire et sera maintenue tant que la Cour européenne ne se prononce pas en sens contraire. Ce point de vue consiste à considérer que les dispositions en matière de soldes et de période d'attente sont compatibles avec les règles européennes dans la mesure où elles visent avant tout à préserver les intérêts des entreprises et l'équilibre entre elles. L'Inspection économique sanctionne sur cette base les infractions aux règles relatives à la période d'attente et aux soldes. ZEB conteste ce point de vue. Le pouvoir judiciaire se prononcera à ce sujet. Plusieurs affaires sont pendantes et la Cour européenne répondra à une question préjudicielle relative à la compatibilité de la période d'attente avec le droit européen.

Dans l'attente de l'arrêt de la Cour européenne, nos moyens juridiques sont provisoirement épuisés. Les services de contrôle continuent toutefois à constater des infractions. Au cours de la période d'attente écoulée, 3 742 contrôles ont été effectués et 56 procès-verbaux ont été dressés. Dans le cadre de l'actuelle période de soldes, l'Inspection économique contrôle également la réalité des réductions de prix annoncées. Le consommateur ne peut en effet être trompé par des ristournes fictives.

Je regrette que ZEB refuse de respecter la législation. L'arrêt de la Cour européenne est attendu d'ici à 2012. Dans l'intervalle, l'Inspection économique continue évidemment d'effectuer des contrôles et de rédiger des procès-verbaux. Je suppose dès lors que la plupart des magasins continuent de respecter la loi.

L'incident est clos.

Présidente: Liesbeth Van der Auwera.

09 Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'utilisation des formulaires de virement européens par les PME et les indépendants" (n° 1905)

09.01 Peter Logghe (VB): Depuis le 1^{er} janvier 2011, les formulaires de virement nationaux sont remplacés par des formulaires de paiement européens (SEPA), même pour les virements électroniques. Il ressort des chiffres du Syndicat neutre des indépendants que 57 % des entreprises, notamment les petites entreprises, ne sont pas prêtes à changer de système. Elles continuent à utiliser les anciens formulaires de virement, alors que les clients ont besoin des données européennes pour pouvoir effectuer des opérations de paiement juridiquement correctes.

Ces chiffres sont-ils exacts? Quelles sont les conséquences juridiques de cette situation? Comment les consommateurs peuvent-ils régler leurs factures correctement? Le ministre prendra-t-il des initiatives pour prolonger la période transitoire? La concertation avec le secteur a-t-elle été suffisante?

09.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): Les banques proposent le virement européen depuis 2008 déjà. Depuis le 1^{er} janvier, les formulaires de virement nationaux ne sont plus acceptés. À la suite d'un règlement de la Commission européenne du 16 décembre 2010, les anciens standards de paiement nationaux ne sont plus acceptés.

Le comité directeur de la Banque nationale coordonne la transposition des formulaires SEPA dans notre pays. La Banque nationale ne peut confirmer les chiffres de M. Logghe. Ce n'est pas parce qu'un entrepreneur utilise encore les anciens formulaires de virement qu'il n'est pas prêt pour l'application SEPA. La Banque nationale considère qu'à ce jour, 33 % des virements traités sont conformes au format européen. La moyenne européenne est de 10 %.

Le comité directeur a déjà rédigé trois rapports de suivi et la collaboration avec le secteur, même avec les fédérations de PME, est bonne. À ce jour, le comité n'a reçu aucune information relative à des indépendants qui ne seraient pas prêts.

Quasiment aucun formulaire de virement belge n'est encore envoyé mais il reste possible de les utiliser par PC Banking. Par le biais du PC Banking, la plupart des banques disposent également de l'application qui présente automatiquement un formulaire SEPA correctement complété sur la base des données de l'ancien formulaire.

Aucun problème juridique ne se pose parce qu'aucune date limite contraignante n'a été fixée. La Commission européenne considère qu'il faudra un an et demi avant que le règlement ne soit adopté par le Parlement et le Conseil et il entrera en vigueur un an plus tard. Le délai est donc suffisant pour s'y préparer.

Le comité directeur a déjà transmis plusieurs fois toutes les informations aux fédérations et prête son concours dans le cadre de la communication.

09.03 Peter Logghe (VB): Le principal, c'est qu'il n'y ait pas de conséquences juridiques.

L'incident est clos.

10 Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la nécessité d'une agence de reprise" (n° 1952)

10.01 Peter Logghe (VB): Certains dirigeants de Renault auraient vendu des informations stratégiques à la Chine. À la suite de ce dossier d'espionnage qui a fait beaucoup de bruit, des voix se sont élevées pour réclamer une meilleure protection des technologies-clés européennes par le biais d'une "agence responsable en matière de reprises".

Des initiatives ont-elles été prises, pendant la présidence belge de l'Union européenne, en vue de la création de pareille agence? En attendant, pourrait-on concevoir la mise en place d'une telle agence au niveau

fédéral? De quels moyens l'autorité fédérale dispose-t-elle aujourd'hui pour prévenir la reprise d'entreprises de haute technologie?

10.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): La création d'une autorité européenne veillant aux intérêts stratégiques et industriels dans le cadre de reprises est une idée personnelle du commissaire européen chargé de l'Industrie, M. Tajani. Aucune concertation n'a été organisée sur ce point à l'échelon européen. Le programme de la présidence belge et en l'occurrence du Conseil de la concurrence a été préparé pendant la première moitié de 2010 en concertation étroite avec les différents commissaires européens compétents, parmi lesquels M. Tajani.

La création d'une autorité européenne des reprises n'a jamais été évoquée dans ce cadre.

Le cadre de référence pour les investissements et les reprises est la déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales, qui stipule que les entreprises établies sous contrôle étranger désirant procéder à une reprise ou à un investissement doivent être traitées comme des entreprises nationales. Cette disposition laisse aux pays la liberté d'interpréter des notions telles que la sécurité nationale et les secteurs stratégiques. Citons également à cet égard la directive de l'OCDE de mai 2009 en matière de sécurité nationale.

Étant donné l'économie très ouverte que nous connaissons dans notre pays, aucune initiative supplémentaire n'a été prise pour limiter les possibilités de reprise dont disposent les investisseurs étrangers. Je n'ai pas non plus l'intention de modifier cet état de fait. La protection du potentiel économique et scientifique de notre pays constitue un souci permanent. La Sûreté de l'État joue un rôle important à cet égard.

10.03 Peter Logghe (VB): L'économie ouverte de la Belgique offre des avantages, mais n'est pas sans conséquences sur d'autres plans.

Dans une économie ouverte typique comme celle des États-Unis, la création de ce type d'agence est considérée comme indispensable pour protéger certains secteurs. La Belgique ayant cédé tous les outils, notamment dans le secteur énergétique, nous sommes très vulnérables dans certains domaines.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 15 h 34.

De vergadering wordt geopend om 14.20 uur en voorgezeten door de heer Peter Logghe.

01 Vraag van de heer Bruno Tobbacq aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het openhouden van verlieslatende steenkoolmijnen" (nr. 1390)

01.01 Bruno Tobbacq (sp.a): De Europese Raad van 10 december 2010 besprak onder meer de discussie tussen het Europees Parlement en de Europese Commissie over het wijzigen van de regulering van staatssteun voor verlieslatende steenkoolmijnen. Blijvende steun voor brandstof als steenkool heeft in Europa – los van de kosten – een hoop nadelen. Het zijn middelen voor een sector die in de toekomst toch gedoemd is te verdwijnen en die bovendien op korte termijn een hoop milieukosten met zich meebrengt.

Wat is de positie ter zake van België? Wat is de uitkomst van de Raad?

01.02 Minister Vincent Van Quickenborne (*Nederlands*): De desbetreffende EU-Raad Concurrentievermogen werd voorgezeten door Waals minister Marcourt. Het Belgisch voorzitterschap steunt het voorstel van de Europese Commissie voor de sluiting van die steenkoolmijnen tegen 2014. België heeft tijdens de discussie geen nationale positie ingenomen.

In december hebben de lidstaten op het niveau van de adjunct-permanente vertegenwoordigers, COREPER 1, overeenstemming gevonden over de definitieve sluiting van de verlieslatende steenkoolmijnen tegen december 2018, over een verplichte degressiviteit van de staatssteun voor de sluiting van de steenkoolmijnen met 25 procent in 2013, 50 procent in 2015 en 75 procent in 2017 in vergelijking met de

staatssteun in 2011 en over de verplichte indiening van een actieplan om de milieueffecten te verzachten van de steenkoolmijnen die staatssteun ontvangen in het kader van de sluiting – dat is een absolute voorwaarde voor de toekenning van de staatssteun – en het effect van de genomen beslissing vanaf 1 januari 2011.

De Europese Commissie heeft daarop haar positie in december geformaliseerd aan de Europese Raad. De EU-Raad van 10 december heeft het bereikte akkoord bevestigd. Er wordt niet voorzien in verdere discussie, aangezien het akkoord afgesloten is.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Peter Luykx aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de beroepsprocedure door de Belgische mededingingsautoriteit" (nr. 1711)

02.01 Peter Luykx (N-VA): Nergens in het mededingingsrecht wordt bepaald dat de Belgische mededingingsautoriteit als partij kan optreden als er beroep wordt aangetekend tegen een van haar beslissingen. Volgens het Europees Hof van Justitie is dat echter een schending van artikel 35 van de Europese verordening 1/2003.

Hoe kan dit worden rechtgezet? Welk effect zal dit hebben op de werklast van de mededingingsautoriteit? Zijn er hiervoor extra middelen nodig?

02.02 Minister Vincent Van Quickenborne (*Nederlands*): De wet moet worden aangepast. De Belgische mededingingsautoriteit moet de mogelijkheid krijgen om voor een hof van beroep haar beslissing te verdedigen.

De Belgische mededingingsautoriteit bestaat enerzijds uit de Raad voor de Mededinging, bestaande uit het rechtscollege en het auditoraat, en anderzijds uit de algemene directie Mededinging binnen de FOD Economie. De wetgever zal moeten beslissen welk orgaan het meest geschikt is voor deze bevoegdheid. Het rechtscollege lijkt me niet echt geschikt – dan zou het ene rechtscollege bij het andere moeten optreden – maar het auditoraat aanwijzen kan ook een probleem zijn. Een beslissing van de Raad kan soms afwijken van de bevindingen van het auditoraat.

De werklast zal hierdoor inderdaad toenemen. Een verdere uitbreiding van de mededingingsautoriteit is bijgevolg aangewezen. Hoewel in de voorbije drie jaar het aantal ambtenaren bij mijn diensten met gemiddeld 10 procent werd afgebouwd, heb ik de mededingingsautoriteit wegens haar grote belang bewust versterkt. Gezien de huidige politieke toestand is een wet opstellen of extra middelen vrijmaken evenwel niet evident.

02.03 Peter Luykx (N-VA): Het auditoraat lijkt mij de beste keuze voor deze rol. Ik zal het wetsvoorstel dat ik hierover heb ingediend tijdens de vorige legislatuur, opnieuw ter tafel leggen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Peter Luykx aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het rijverbod voor vrachtwagens in Zuid-België" (nrs 1735 en 1800)

03.01 Peter Luykx (N-VA): Op 16 december 2010 om 14.30 uur stelde Waals minister van Openbare Werken – met het oog op de gure weersomstandigheden – een rijverbod in voor vrachtwagens in Namen, Luxemburg en Luik, lopende tot 17 december 9.30 uur.

Waarom werd het rijverbod in de drie provincies uitgevaardigd? Was het niet mogelijk om bepaalde transportcorridors open te houden? Welke acties neemt het Waalse Gewest om zo'n globaal rijverbod in de toekomst te vermijden? Wat is de economische kostprijs van dit rijverbod?

03.02 Minister Vincent Van Quickenborne (*Nederlands*): Tussen 16 december 14.30 uur en 17 december 9.30 uur en op 19, 20, 23 en 24 december was er inderdaad in Wallonië een rijverbod voor vrachtwagens van meer dan 7,5 ton. De economische impact hiervan kan zowel worden bekeken voor de economie als geheel – via het bbp – als voor de transportsector in het bijzonder.

Het Federaal Planbureau heeft de impact op het bbp niet berekend, omdat deze beperkt is. Zo dalen uitvoer en invoer wel even, maar dit wordt de volgende dagen weer gecompenseerd. Het wegvallen van het transitvervoer heeft geen of slechts een beperkte economische weerslag, terwijl ook de binnenlandse productie slechts heel tijdelijk en beperkt werd verstoord.

De impact op de transportsector is natuurlijk heel direct. De sector kon dit immers niet voorspellen en kon zich dus ook niet tijdig alternatief organiseren. Dit betekent een verlies van inkomen, terwijl sommige uitgaven, zoals de betaling van de chauffeurs, toch moeten blijven doorlopen. Om het vervoer alsnog te kunnen uitvoeren, moeten dan weer extra uren worden gedaan. Bederfbare goederen kunnen zelfs verloren gaan. Het Federaal Planbureau heeft ook hiervan geen gedetailleerde berekening gemaakt, maar volgens de Federatie van Belgische Transporteurs bedroeg de kostprijs van het rijverbod bijna 100 miljoen euro: de helft van de 60.000 vrachtwagens stond stil tijdens de 60 uren rijverbod, en dit tegen een prijs van 55,5 euro per uur.

Het rijverbod werd ingesteld om problemen en ongelukken te vermijden. We moeten daarom niet alleen de economische kosten bekijken, maar ook hoe het alternatief – files door ongevallen – er zou hebben uitgezien.

De federale staatssecretaris voor Mobiliteit is bevoegd voor het overleg met de bevoegde Waalse minister.

03.03 **Peter Luykx** (N-VA): Sommige transportbedrijven zijn van mening dat de beslissing te snel en overhaast werd genomen.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Peter Luykx.

04 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "reclameronselaars" (nr. 1625)**

04.01 **Peter Logghe** (VB): Heel wat Vlaamse bedrijven werden de afgelopen jaren 'belaagd' met facturen en boeteclausules van valse reclameronselaars.

Wat kan de overheid doen voor de gedupeerde bedrijven? Moeten de bedrijven facturen van nepbedrijven wel betalen? Zijn dergelijke contracten eigenlijk niet zonder voorwerp? Kan de FOD Economie hierover een mededeling sturen naar de gedupeerde bedrijven? Kan er worden overlegd met de ministers van de landen van herkomst van de valse reclameronselaars? Hoeveel klachten werden ondertussen al ingediend? Hoeveel bedrijven zijn ondertussen ingegaan op de dreigementen om te betalen? Heeft men een overzicht van de economische schade in België?

04.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Mijn diensten treden in dit dossier heel bedachtzaam op, met zeer veel preventiecampagnes en met de publicatie van een lijst van malafide reclameronselaars. We stellen ook pv's op, maar de uiteindelijke beslissing is voor rekening van de parketten en de rechtbanken.

Ondernemingen kunnen zich burgerlijke partij stellen. Verder kunnen we niet gaan, maar een goede coördinatie tussen de FOD Economische Inspectie en de FOD Justitie is nodig.

De FOD Economie roept systematisch op om niet te betalen. Reclameronselaars gaan ook blijkbaar zelden over tot een dagvaarding. Aangezien het vaak gaat om spookfirma's, zou er in dat geval sprake zijn van chantage en het is niet verstandig om daarop in te gaan.

Het Europese Parlement heeft op 16 december 2008 een resolutie van niet-wetgevende aard aangenomen over bedrijven die misleidende gegevensbankdiensten aanbieden en de Europese Commissie heeft op 4 maart 2009 een vervolgdossier goedgekeurd op die resolutie. In het raam van de samenwerking tussen de diensten Economische Inspectie van de lidstaten komt dit thema frequent aan bod, met grondige analyses en onderlinge uitwisseling van informatie.

Sinds 1 januari 2010 hebben we hierover 1.202 klachten ontvangen en in de meeste gevallen werd er niet betaald. In een aantal gevallen gebeurde dat wel, per vergissing of door een boekhoudkundige nalatigheid. Aangezien men niet snel geneigd is om een klacht in te dienen, kan geen volledig overzicht worden gegeven van de schade.

04.03 Peter Logghe (VB): De minister roept haast op tot inciviek gedrag door te verklaren dat de contracten in kwestie eigenlijk niet moeten worden betaald. Maar het gaat hier inderdaad om nepfirma's en ik ben blij dat men op de webstek de mensen aanraadt om vooral niet in te gaan op dit soort dreigementen.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Veerle Wouters aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de opslag van in beslag genomen vuurwerk" (nr. 1827)

05.01 Veerle Wouters (N-VA): In beslag genomen vuurwerk mag slechts in een aantal depots worden opgeslagen. Binnenlandse Zaken zou net voor kerst een rondzendbrief hebben verstuurd met de melding dat de opslag toegelaten is bij FN Herstal, afdeling Zutendaal, of bij Alpeco Fireworks in Sugny.

Hoeveel controles werden in 2010 uitgevoerd met betrekking tot het gebruik en het opslaan van vuurwerk en wat zijn de meest vastgestelde overtredingen? Hoeveel vuurwerk werd in 2010 in beslag genomen? Is er daarvoor voldoende opslagcapaciteit, nu er maar twee sites meer worden opgesomd in de circulaire? Is er voldoende opslagcapaciteit in Zutendaal om het extra vuurwerk veilig te stockeren?

De burgemeester van Zutendaal wil de opslag verbieden, ook omdat het nog lang zou duren vooraleer het in beslag genomen vuurwerk kan worden vernietigd. Wat als de opslagmethode in Zutendaal ongeoorloofd zou zijn?

Vorig jaar kon het extra vuurwerk in Zutendaal niet fatsoenlijk worden opgeslagen en bleef het in containers op de parking staan. Welke sancties bestaan er tegen het bedrijf in kwestie?

05.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): In 2010 werden door de FOD Economie 400 controles uitgevoerd op de opslag en de aard van het vuurwerk. De controle op het gebruik van vuurwerk is een bevoegdheid van de gemeente en wordt in het politiereglement geregeld.

De meest vastgestelde overtredingen zijn het opslaan van vuurwerk zonder vergunning of in grote hoeveelheden, of afwijkend van de afgeleverde vergunning. In 2010 werd bruto 15 ton in beslag genomen. De huidige opslagcapaciteit voor vuurwerk is voldoende. In de vergunde opslagplaats van Sugny is er nog een beschikbare capaciteit voor de opslag van 6.000 tot 8.000 ton bruto.

Het klopt dat de vergunde opslagplaats in Zutendaal eind 2010 volledig bezet was en daarom wordt er in Zutendaal ook niet langer gestockeerd. De bevoegde dienst van de FOD Economie had ter zake contact met de exploitant van de inrichting, die zelf met de gemeente in contact stond. De FOD heeft ook het Crisiscentrum van Binnenlandse Zaken op de hoogte gebracht.

De vernietiging van in beslag genomen vuurwerk houdt gelijke tred met de aanvoer van in beslag genomen vuurwerk. De vernietiging gebeurt niet in België omdat er geen vergunde vernietigingsinstallaties beschikbaar zijn. De FOD Justitie is verantwoordelijk voor de in beslag genomen goederen en geeft het bevel tot vernietiging ervan. In samenwerking met Justitie werd een procedure opgesteld tot reglementaire vernietiging in het buitenland. Begin 2010 werd 300 ton vernietigd, evenveel als er de voorbije tien jaar werd in beslag genomen.

De sancties bij ongeoorloofde opslagmethodes voor vuurwerk zijn bepaald in de springstoffenwetgeving. Het gaat om inbeslagname en verbeurdverklaring van de goederen, met eventueel bijkomende boetes en gevangenisstraf, en eventueel ook de intrekking van de afgeleverde vergunning.

05.03 Veerle Wouters (N-VA): Zutendaal had al aan de gouverneur gemeld dat er onvoldoende capaciteit was. Ik hoop dat in de toekomst voor het verzenden van een circulaire wordt geverifieerd waar er opslagcapaciteit is.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Peter Logghe.

06 Samengevoegde vragen van

- de heer **Peter Luykx** aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de verkoop van het Belgisch paviljoen" (nr. 1579)
- mevrouw **Liesbeth Van der Auwera** aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het investeren van de winst van het Belgisch paviljoen op de Wereldtentoonstelling in Shanghai in de internationale uitstraling van ons land" (nr. 1771)
- de heer **Hagen Goyvaerts** aan de vice-eersteminister en minister van Begroting over "de opbrengst van de verkoop van het Belgisch paviljoen in Shanghai" (nr. 1397)

06.01 Peter Luykx (N-VA): Het Belgische paviljoen dat op de recente Wereldtentoonstelling in Shanghai heeft gestaan, mag dan toch worden verkocht. Het technologische gedeelte werd naar het wetenschapsmuseum Mundaneum overgebracht. Het paviljoen zelf wordt in Qingdao heropgebouwd. Hoeveel de verkoop zou opbrengen was begin november nog niet duidelijk. Ook de bestemming van het geld was nog niet bekend.

De minister deelde eerder mee dat de opbrengsten naar het fonds voor internationale tentoonstellingen zouden gaan. Later stelde de regeringscommissaris Leo Delcroix dat hij graag zou zien dat het geld wordt gebruikt om België en de Regio's te promoten en hij werd daarin bijgetreden door de premier.

Heeft de heer Delcroix inmiddels een getekend contract op zak waartegen de Chinese regering zich niet meer kan verzetten? Wat zal de verkoop van de infrastructuur van het paviljoen opbrengen? Welk bedrag heeft het wetenschapsmuseum Mundaneum betaald om het technologische luik van het paviljoen over te nemen?

Werd er al overleg gepleegd over de aanwending van de winst? In hoeverre zullen de regio's daarover geconsulteerd worden?

06.02 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): De premier heeft gesuggereerd om de opbrengst van de verkoop van het paviljoen te herinvesteren in de internationale uitstraling van ons land en om wereldevenementen naar hier te halen.

Hoeveel bedraagt de winst uit de verkoop van Belgische producten tijdens de expo? Hoeveel betaalt het Mundaneum voor het tentoonstellen van de technologieën? Hoeveel leverde de verkoop van het paviljoen op? Is er al overleg geweest binnen de regering over de uitwerking van het voorstel van de premier? Hoe zou de samenwerking met de Gewesten kunnen verlopen?

06.03 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): De Belgische deelname aan de Wereldtentoonstelling in Shanghai was een groot succes. De definitieve financiële afrekening van onze deelname zal wellicht in de maand mei beschikbaar zijn. Nu zijn nog niet alle kosten precies gekend. Op basis van de gegevens die we wel al hebben, rekent het commissariaat-generaal voor de Wereldtentoonstelling op een totale opbrengst voor de federale Staat van ongeveer 5,5 miljoen euro, waarvan 3 miljoen euro exploitatiewinsten en 2,5 miljoen euro winst uit de verkoop van het paviljoen. Ook onze private partners hebben een heel mooie omzet kunnen realiseren en hiermee hun producten op de kaart gezet op de sterk groeiende Chinese markt.

Het volledige positieve saldo van de Belgische deelname wordt ingeschreven op het Fonds voor de Organisatie van Internationale Tentoonstellingen bij de FOD Economie.

Het samenwerkingsprotocol tussen de federale overheid en de regio's legt de algemene coördinatie bij het commissariaat-generaal van de Belgische regering voor de Wereldtentoonstelling. Dat protocol bepaalt ook de bijdragen van de federale overheid, de Gemeenschappen en de Gewesten.

Het Fonds is een begrotingsfonds dat bestemd is om ontvangsten te beheren. De financiële middelen ervan kunnen alleen worden gebruikt voor uitgaven en allerhande kosten, voortvloeiend uit de deelname van ons land aan internationale tentoonstellingen. Het positief saldo van de deelname blijft daarvoor dus beschikbaar.

De verkoop van het Belgische paviljoen aan de Chinese vastgoedgroep ChinaWay Group werd afgerond. Het contract werd ondertekend en de koper is zijn verplichtingen behoorlijk nagekomen. De koper is een private onderneming die zelfstandig kan optreden en waartegen de Chinese overheid zich dus niet kan verzetten.

Het toerismeagentschap voor Wallonië in Brussel heeft het initiatief genomen om een aantal van de technologische hoogstandjes van het Belgisch paviljoen op de tentoonstelling nieuw leven in te blazen op de nieuwe tentoonstelling Shanghai2010@Mundaneum.Mons. Het geheel maakt deel uit van de campagne van Bergen als Europese culturele hoofdstad in 2015 en de kandidatuur van Luik voor een internationale tentoonstelling in 2017.

Er werd geen bijdrage gevraagd voor het hergebruik van de technologieën uit het Belgische paviljoen.

06.04 **Peter Luykx** (N-VA): Zijn de kosten al in de raming opgenomen?

06.05 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Jazeker. Als de kosten gepreciseerd zijn, zal het uiteindelijke bedrag in die orde liggen.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de invoering van de elektronische maaltijdcheque" (nr. 1748)**

07.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): De elektronische maaltijdcheque is in werking getreden op 1 januari 2011. De beroepsorganisaties vrezen dat hierdoor de kosten voor werkgever en handelaars gevoelig zullen stijgen, hoewel het betrokken KB bepaalt dat de prijs niet hoger mag liggen dan voor de papieren versie.

Hoe zullen de diensten van de minister dat controleren? Ware het niet beter om de overgangperiode voor de overgang naar de elektronische cheque in te korten om extra kosten te vermijden? Kan de minister garanderen dat die verplichte snelle betaling niet zal leiden tot hogere kosten voor de handelaars? Kan hij desnoods de handelaars zelf een vrije keuze van tijdstip van uitbetaling laten? Kunnen de betalingen met de elektronische maaltijdcheque via de bestaande betaalterminals gebeuren? Wat met de duizenden handelaars die niet over een betaalterminal beschikken? Kan men een eenvoudige en goedkope maaltijdchequeterminal ontwikkelen?

07.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): De directe en indirecte kosten zullen worden berekend met behulp van het Europees gebruikte standaard kostenmodel. Daarover staat meer informatie op de website van de Dienst voor Administratieve Vereenvoudiging.

In de berekening van de kosten van een maaltijdcheque moeten de volgende posten worden opgenomen: de controle op de aankoop van voeding; de controle van de geldigheid van de maaltijdcheque, van de vervaldatum en van de waarde; de omrekening van het kasticket in euro naar maaltijdcheque; het verschil tussen betaling met maaltijdcheque en het saldo van de rekening; de bundeling van de maaltijdcheques per

klant en de notering van het bedrag; de kassaopmaak; de sortering per uitgever en op zichtwaarde; het intrestverlies; de inningen met vijftien dagen; de controle van de stortingen; de kostprijs van de aangetekende brief; de verzending naar de uitgever per aangetekende brief; het verlies of de diefstal van maaltijdcheque; de huur van de terminal; de abonnements- en transactiekosten; de afrekentijd.

Het elektronische systeem zal drie jaar na de inwerkingtreding ervan worden geëvalueerd. De overgangstermijn is er gekomen op vraag van de sociale partners. Ik wil een vraag tot inkorting zeker steunen, mits hun akkoord.

De kortere terugbetalingstermijn werd opgenomen in de regelgeving op vraag van de handelaars zelf en dit via hun vertegenwoordigende organen.

Het nieuwe systeem mag in geen geval extra kosten veroorzaken in vergelijking met de papieren maaltijdcheques. De uitgever van elektronische maaltijdcheques moet gebruikmaken van bestaande terminals, zodat een specifieke uitrusting meestal niet nodig is. Heeft de winkelier nog geen terminal, dan zal worden gewerkt met een eenvoudig en goedkoper alternatief dan de duurdere toestellen, zoals een betaling via de gsm.

07.03 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Houdt de minister wel voldoende rekening met de belangen van de kleine zelfstandigen? Volgens mij beschikken niet zoveel van hen als de minister wel denkt over een terminal. Voorts liggen de toepassingen via de gsm niet zo voor de hand. Ik denk dat een en ander extra kosten inhoudt voor de kleine zelfstandigen en dat men de evaluatietermijn van drie jaar zou moeten inkorten.

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de inbreuk op de soldenwet door winkelketen ZEB" (nr. 1749)**

08.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Winkelketen ZEB lapt voor de derde opeenvolgende sperperiode de wet aan haar laars. De sperperiode zorgt ervoor dat grote winkelketens de koopkracht van de consument niet volledig opconsumeren voor de solden zijn begonnen. Voor de kleinere modewinkels vormt de verkoop tijdens de solden immers een belangrijk deel van hun jaaromzet. Zij zijn terecht verbolgen over het arrogante optreden van ZEB.

Zal de minister optreden? Wat zal hij doen als ook andere winkelketens in de toekomst kortingen aanbieden tijdens de sperperiode?

08.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): De omzetting van de Europese richtlijn betreffende oneerlijke handelspraktijken heeft al heel wat inkt doen vloeien, ook voor de wet van 6 april 2010. Het standpunt van de Belgische regering, dat aan de Europese Commissie werd meegedeeld, is duidelijk. Het wordt gehandhaafd zolang het Europees Hof zich niet in tegengestelde zin uitspreekt. Dit standpunt houdt in dat de bepalingen inzake solden en sperperiode compatibel zijn met de Europese regels daar waar ze er in de eerste plaats op gericht zijn de belangen van en het evenwicht tussen ondernemingen veilig te stellen. De Economische Inspectie treedt op basis daarvan op tegen inbreuken op de regels over de sperperiode en de solden. ZEB contesteert dit standpunt. De rechterlijke macht zal hierover oordelen. Er zijn diverse rechtszaken hangende en het Europees Hof zal een antwoord geven op een prejudiciële vraag met betrekking tot de verenigbaarheid van de sperperiode met het Europese recht.

Onze juridische middelen zijn, in afwachting van het arrest van het Europees Hof, voorlopig uitgeput. De controlediensten blijven echter overtredingen vaststellen. In de afgelopen sperperiode werden 3.742 controles uitgevoerd. Er werden 56 pv's opgesteld. De Economische Inspectie controleert in de huidige soldenperiode ook de realiteit van de aangekondigde prijsverlagingen. De consument mag immers niet worden misleid door fictieve kortingen.

ZEB weigert zich bij de wetgeving neer te leggen, wat ik betreurt. Het arrest van het Europees Hof wordt verwacht in 2012. Uiteraard blijft de Economische Inspectie ondertussen controleren en pv's opstellen. Ik vermoed dan ook dat de meeste winkels de wetgeving zullen blijven respecteren.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Liesbeth Van der Auwera.

09 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "het gebruik van de Europese overschrijvingsformulieren door kmo's en zelfstandigen" (nr. 1905)

09.01 Peter Logghe (VB): Op 1 januari 2011 zijn de nationale overschrijvingsformulieren vervangen door Europese betaalformulieren (SEPA), ook elektronisch. Uit cijfers van het Syndicaat der Zelfstandigen blijkt dat 57 procent van de bedrijven, vooral kleine bedrijven, hier niet klaar voor is. Zij gebruiken nog steeds de oude overschrijvingsformulieren, maar de klanten hebben de Europese gegevens nodig om juridisch correct te kunnen betalen.

Kloppen die cijfers? Wat zijn de juridische gevolgen hiervan? Hoe kunnen consumenten toch hun rekeningen correct betalen? Neemt de minister initiatieven om de overgangperiode te laten verlengen? Wordt hierover wel voldoende overlegd met de sector?

09.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): De banken bieden de Europese overschrijving al aan sinds 2008. Vanaf 1 januari worden de nationale overschrijvingsformulieren niet meer aanvaard. Door een verordening van de Europese Commissie op 16 december 2010 worden de oude nationale betaalstandaarden niet meer aanvaard.

Het Steering Committee van de Nationale Bank coördineert de implementatie van SEPA in ons land. De Nationale Bank kan de cijfers van de heer Logghe niet bevestigen. Het is ook niet omdat een ondernemer nog de oude overschrijvingsformulieren gebruikt, dat hij niet klaar zou zijn voor SEPA. Volgens de Nationale Bank is momenteel 33 procent van de verwerkte overschrijvingen van het Europees formaat. Het EU-gemiddelde is 10 procent.

Het Steering Committee heeft al drie voortgangsrapporten opgesteld en werkt goed samen met de sector, ook met de kmo-federaties. Het Committee heeft nog geen enkele melding gekregen over zelfstandigen die niet klaar zouden zijn.

Er worden haast geen Belgische overschrijvingsformulieren meer verstuurd, maar het is nog steeds mogelijk ze via pc-banking te gebruiken. De meeste banken beschikken via pc-banking ook over de toepassing die aan de hand van de gegevens van het oude formulier automatisch een correct ingevuld SEPA-formulier voorstelt.

Er zijn geen juridische problemen omdat er geen afdwingbare einddatum is. De Europese Commissie rekent op anderhalf jaar vooraleer de verordening door het Parlement en de Raad wordt goedgekeurd, met de inwerkingtreding een jaar later. Tijd genoeg dus om zich voor te bereiden.

Het Steering Committee heeft alle informatie al meermaals aan de federaties bezorgd en biedt hulp bij de communicatie.

09.03 Peter Logghe (VB): Het belangrijkste is dat er geen juridische gevolgen zijn.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de nood aan een overnameagentschap" (nr. 1952)

10.01 **Peter Logghe** (VB): Enkele bestuursleden van het Franse Renault zouden belangrijke bedrijfsinformatie hebben verkocht aan China. Naar aanleiding van deze ophefmakende spionagezaak wordt er gepleit voor een betere bescherming van Europese sleuteltechnologie en dit via een zogenaamd overnameagentschap.

Werden onder het Belgisch voorzitterschap van de Europese Unie stappen gezet voor de oprichting van zo een agentschap? Is, in afwachting van een Europees agentschap, een federaal overnameagentschap denkbaar? Over welke middelen beschikt de federale overheid momenteel om overnames van hoogtechnologische bedrijven tegen te houden?

10.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): De oprichting van een Europese autoriteit die toeziet op de strategische en industriële belangen bij een overname, is een persoonlijk idee van Europees commissaris voor Industrie Tajani. Daarover is niet overlegd op Europees niveau. Het programma van het Belgisch voorzitterschap, in casu van de Raad voor Concurrentievermogen, werd voorbereid tijdens de eerste helft van 2010, in nauw overleg met de verschillende bevoegde Europese commissarissen, waaronder de heer Tajani.

De oprichting van een Europese overnameautoriteit is daarbij nooit ter sprake gebracht.

Het referentiekader voor investeringen en overnames is de OESO-verklaring inzake internationale investeringen en multinationale ondernemingen, waarin wordt bepaald dat een buitenlandse gecontroleerde onderneming die een overname of investering wil doen, dezelfde behandeling moet krijgen als een binnenlandse gecontroleerde onderneming. Dit laat landen toe om de begrippen zoals nationale veiligheid en strategische sectoren zelf in te vullen. Daarnaast is er ook de OESO-richtlijn inzake nationale veiligheid van mei 2009.

Gezien de zeer open economie van ons land, werden geen bijkomende initiatieven genomen om de overnamemogelijkheden voor buitenlandse investeerders in te perken en ik zal dat ook niet doen. De bescherming van het economische en wetenschappelijke potentieel in ons land is een permanente bezorgdheid en de Staatsveiligheid vervult ter zake een belangrijke rol.

10.03 **Peter Logghe** (VB): De open economie van België heeft zo zijn voordelen, maar uiteraard ook bepaalde consequenties.

In een typische open economie als de Amerikaanse wordt de oprichting van een dergelijk agentschap toch wel nodig geacht ter bescherming van een aantal sectoren. Doordat wij in België bijvoorbeeld in de energiesector alles uit handen hebben gegeven, zijn we op een aantal vlakken kwetsbaar.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.34 uur.